l'Anticapitaliste

n°209 | 19 septembre 2013 – 1,20 €

l'hebdomadaire du **NPA** ~ **www.NPA2009.org**

Construisons une opposition

AU PRÉSIDENT DES PATRONS

M 04249 - 209 - F: 1,20 €

Dossier

Syrie : dictature, impérialismes et révolution

Pages 6 et 7

ÉDITO

Le meurtrier et les criminels

Page 2

PREMIER PLAN

Syrie : le peuple victime des grandes puissances

Page 2

ACTU POLITIQUE

FN : ne pas lui laisser l'initiative

Page 4

LIBRE EXPRESSION

Turquie : entretien avec Mutlucan Sahan

Page 12

édito

Par **CÔME PIERRON**

Le meurtrier et les criminels

Décidément, la réaction s'en donne à cœur joie. Des manifestations homophobes du printemps au déchaînement des pro-légitime défense après le meurtre d'un jeune braqueur par un bijoutier niçois, en passant par le hold-up du FN sur le week-end de la fête de l'Humanité ou les menaces contre les centres d'IVG, la période est à la libération des idées réactionnaires. Rivalisant de propos nauséabonds, les dirigeants UMP et FN dans leur rapprochement, alimentent le ressentiment et les préjugés d'une partie de la population qui cherche à exprimer son mal-être social dans le rejet de son voisin plutôt que s'attaquer aux vrais responsables des désordres de la société que sont les capitalistes.
La mise en examen pour homicide volontaire d'un commerçant qui a tué son cambrioleur en lui tirant dans le dos donne dès lors libre cours aux pulsions primaires d'une foule déchaînée qui, invoquant contre l'évidence la légitime défense, déplore en fait l'abolition de la peine de mort. Les déclarations criminelles d'un Estrosi, affirmant que *« la première victime, celle qui a été menacée de mort, c'est le bijoutier »* ou d'un Le Pen père éructant, geste de la main en forme de revolver *« j'aurais fait comme lui »* ne peuvent que conforter celles et ceux qui rêvent d'un nouveau Far West, avec permis de tuer : aujourd'hui les voleurs et demain les immigrés, les musulmans, les Roms, les homos et toutes celles et ceux qui symbolisent à leurs yeux la destruction d'une France fantasmée de l'ordre et de la prospérité. Comme lors des manifestations contre le mariage pour tous, droite et extrême droite, unies dans leur détestation des idées progressistes, prônent la rue comme recours…
Mettant en œuvre servilement le programme du Medef, participant de ce fait à l'accroissement des inégalités sociales générées par la crise, les pertes d'emploi, les bas salaires, le mal-logement, le gouvernement Hollande-Ayrault contribue à nourrir la colère qui, en l'absence d'une alternative anticapitaliste crédible, s'exprime aujourd'hui dans la remontée des idées racistes et des préjugés réactionnaires. D'où l'urgence pour notre camp social de reprendre l'offensive : s'opposer pied à pied aux mesures anti-ouvrières en développant les mobilisations sociales et politiques, et reconstruire un projet de société émancipateur.

BIEN DIT

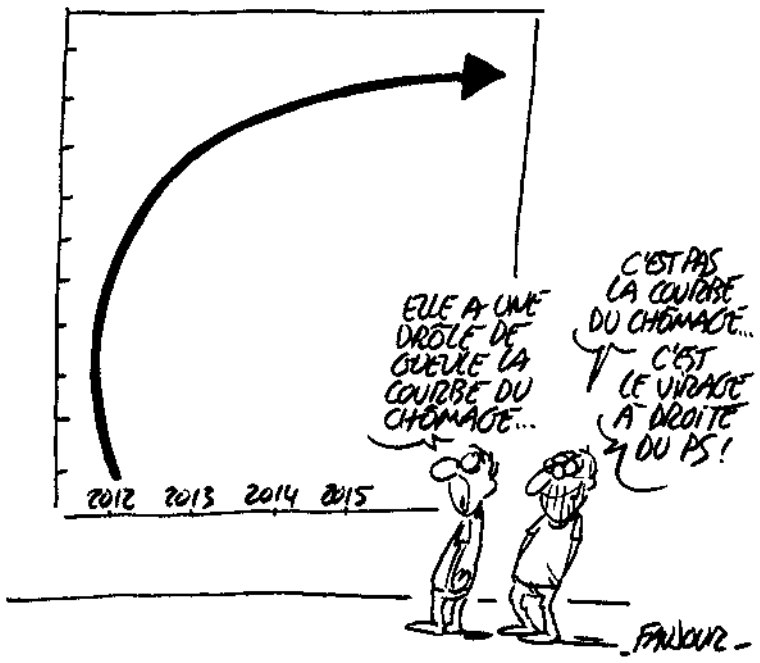
L'école de demain ne servira plus à approvisionner les généraux en chair à canon ou les chefs d'entreprise en chair à profit. Elle aidera des hommes à se construire eux-mêmes au contact des autres

Albert Jacquard, généticien et personnalité engagée, disparu le mercredi 11 septembre 2013.

À la Une

Construire maintenant l'affrontement contre le gouvernement et le patronat

Mardi 10 septembre, plus de 300 000 salariéEs, retraitéEs, jeunes et privéEs d'emploi sont descendus dans la rue. Certains ont fait grève la journée, d'autres ont débrayé quelques heures pour manifester.



Beaucoup d'autres s'étaient simplement débrouillés pour être du nombre et montrer leur refus de cette nouvelle « réforme » des retraites… menée par un gouvernement soi-disant de gauche, et tellement dans la continuité de celles menées par les gouvernements de droite depuis 1993. Dimanche dernier sur TF1, Hollande affichant son contentement… et sa politique au service du Medef et des riches, n'a pas eu un mot pour les travailleurs et les classes populaires, si ce n'est son bluff sur la croissance et la courbe du chômage. Une nouvelle fois, il donne raison à toutes celles et ceux qui n'attendent rien de lui.
Le 10 septembre, qui a vu les plus grosses manifestations ouvrières depuis son élection, pourrait être une étape vers de nouvelles batailles pour stopper le rouleau compresseur des politiques d'austérité.

Hollande, « président des patrons » !

Le festival pro-patronal du tandem Hollande-Ayrault bat effectivement son plein. La réforme des retraites sera indolore pour les patrons puisque la hausse de leurs cotisations retraites sera compensée par une baisse à venir des cotisations famille. À l'inverse, les salariés débourseront 2,2 milliards d'euros par an en 2020, et les retraités, 2,7 milliards.
Le projet de budget pour 2014, présenté mercredi 11 septembre, est une nouvelle preuve d'amour du gouvernement vis-à-vis des capitalistes. Sur les 15 milliards d'économies annoncés, 6 milliards le seront sur le dos des dépenses de l'assurance maladie et des régimes de retraite. Quant aux 9 autres milliards, ils seront pris sur les dépenses de l'État. Les suppressions de postes dans les services publics et les baisses des dotations des collectivités locales seront autant d'attaques supplémentaires contre les conditions de vie des classes populaires.
Quant aux hausses d'impôts, le gouvernement se livre à une grande opération d'enfumage pour masquer l'essentiel : les entreprises seront épargnées. La fin du gel du barème de l'impôt sur le revenu profitera d'abord aux hauts revenus et ne compensera pas la hausse de la TVA déjà programmée pour payer les 20 milliards de cadeau au patronat du crédit d'impôt compétitivité. Et d'autres prélèvements pèseront sur les salariéEs. À défaut d'éradiquer les vraies niches fiscales, le gouvernement va, par exemple, supprimer les réductions d'impôt bénéficiant aux familles ayant des enfants dans le secondaire et le supérieur ! C'est la justice fiscale à la sauce hollandaise : moins 2 milliards pour les patrons, plus 5 milliards pour le reste de la population.

Ne pas laisser l'extrême droite récupérer la colère

Hausses d'impôts, blocage des salaires, précarité, licenciements, chômage de masse, casse du code du travail, expulsions de logement… La liste des attaques contre le monde du travail ne cesse de s'allonger. Si nous ne faisons rien, non seulement nos conditions de vie et de travail vont continuer de se dégrader mais c'est l'extrême droite qui va en profiter pour mieux nous mettre au pas.
À l'occasion de l'université d'été du Front national à Marseille, Marine Le Pen a occupé l'espace médiatique tout le week-end. Un sondage l'a présentée comme la meilleure opposante à François Hollande, d'autres lui prédisent de gros succès lors des prochaines élections municipales de 2014. Du coup, du côté de l'UMP et du ramassis réactionnaire de la « Manif pour tous », on rivalise de déclarations d'amour vis-à-vis du FN. Toutes ces cliques de droite et d'extrême droite rêvent du pouvoir. Il y a danger !

Croire en nos propres forces

Il est possible de prendre appui sur la journée du 10 septembre pour reprendre l'offensive sur le terrain des intérêts du monde du travail. La bataille qui commence pour imposer le retrait du projet de loi sur les retraites pose la question de l'affrontement avec le gouvernement et avec le patronat. Sur la question des retraites peut se cristalliser, s'agglomérer le rejet de toute la politique antisociale subie par la population.
Dès maintenant, nous devons mettre en débat sur nos lieux de travail, dans nos organisations syndicales, dans les collectifs unitaires la perspective d'une grève prolongée, d'un mouvement d'ensemble, déterminé et capable de bloquer l'économie du pays pour faire reculer le gouvernement. Personne ne dit que ce sera facile. Mais ce qui est certain, c'est que c'est de la responsabilité de toutes celles et tous ceux qui sont résolument du côté des exploités de travailler à cela.

Marie-Hélène Duverger

SYRIE

Le peuple victime des grandes puissances

Lors de son interview télévisée du 15 septembre, le président Hollande s'est autofélicité du résultat qui serait celui de sa « fermeté » *face à Bachar Al-Assad : l'ouverture de négociations à Genève, en vue de neutraliser l'arsenal chimique du régime.*

En fait, les impérialismes ont joué des partitions différentes, tenant compte de leurs faiblesses, mais qu'en est-il vraiment et pourquoi l'opposition syrienne se sent-elle la principale victime de ce coup de théâtre ? C'est un jeu de dupes qui est présenté à l'opinion publique mondiale : celle-ci est soulagée que l'intervention militaire occidentale imminente en Syrie, illégitime et fauteuse de nouvelles catastrophes, soit repoussée. Et en même temps, l'emploi ignoble de gaz de combat contre la population civile dans la Ghouta près de Damas, maintenant attesté, semble ne plus devoir se reproduire grâce à l'ouverture de négociations sous l'égide de la Russie et des USA.

Jeu des puissances

En reprenant le fil des événements, il est clair qu'Obama a abordé l'intervention militaire en Syrie à reculons. Depuis le début de la révolution syrienne, il a été aussi loin dans la prudence que le permettait son rôle de prétendu *« gendarme de la démocratie »* qui justifie les énormes privilèges politiques, militaires, financiers que s'accorde la première puissance mondiale. Il a mis du temps à reconnaître que le chef du régime syrien, massacreur de son peuple n'avait plus aucune légitimité et devait partir. Il a systématiquement cherché à négocier une « solution yéménite » qui maintiendrait l'essentiel du régime tout en écartant Bachar Al-Assad de la façade du pouvoir. Contre la volonté des insurgés, il a maintenu un embargo sur les armes pour éloigner les bombardements par l'artillerie, les tanks et l'aviation qu'ils subissaient… tout en laissant les monarchies ultra-réactionnaires du Golfe structurer et armer des groupes djihadistes.
La France de Sarkozy puis de Hollande se sont affirmés en soliste de l'affichage anti-Bachar, joignant la posture de défense des droits de l'homme à l'intérêt très matériel de meilleures relations avec les monarchies du Golfe.
Pendant ce temps, la Russie, l'Iran, puis le Hezbollah libanais ont été décisifs sur les plans financier et militaire pour permettre à Assad de garder le pouvoir et de reprendre l'offensive, arrivant à un bilan terrible de plus de 110 000 morts, des centaines de milliers d'emprisonnés torturés et de disparus, 4 millions de déplacés à l'intérieur du pays et 2 millions de réfugiés à l'extérieur.
Cependant, autant encouragé par ce contexte international que toujours menacée par le développement de l'insurrection populaire, la dictature syrienne a fait l'attaque chimique « de trop »…

Refermer le processus des révolutions

Les grandes puissances occidentales ont immédiatement réagi tout en affirmant qu'il s'agirait d'actions aériennes, limitées, essentiellement

Un monde à changer

INÉGALITÉS. Une nouvelle publication de l'INSEE montre que les inégalités ont continué de se creuser en 2011. Le niveau de vie de la moitié la plus modeste de la population recule pour la troisième année consécutive. Les disparités salariales s'accroissent : le Smic horaire a été faiblement revalorisé, tandis que les salaires élevés progressent plus rapidement. Emplois à durée limitée ou à temps partiel mal payés pèsent aussi.
Les revenus du patrimoine augmentent. Ils sont très inégalement répartis. Pour la grande majorité de la population, ils contribuent peu à l'évolution du niveau de vie du fait de leur faible poids dans le revenu disponible (moins de 6% en moyenne pour 90% de la population). En revanche, pour les 10% de personnes les plus aisées, ils représentent 27% du revenu disponible. Leur dynamisme en 2011 contribue donc positivement à la progression du niveau de vie de ces personnes…
La pauvreté continue d'augmenter : en 2011, elle concerne 8,7 millions de personnes, soit 14,3% de la population, contre 14,0% l'année précédente. Cette étude porte sur 2011. Les socialistes nous soutiendront certainement qu'il s'agit d'un bilan du sarkozysme.
En fait, les tendances à l'œuvre en 2011 le sont plus que jamais en 2012 et 2013 : le chômage a atteint un niveau historique, la politique salariale restrictive continue (refus de tout coup de pouce en faveur du Smic, maintien du gel des rémunérations publiques), hausse de la TVA, mesures d'économies annoncées sur la sécurité sociale…

Le chiffre
10 %

C'est, selon l'enquête officielle Sumer (surveillance médicale des expositions aux risques professionnels), le pourcentage de salariéEs qui a été exposé à au moins un produit chimique cancérogène au cours de la dernière semaine travaillée. Soit 2,2 millions de personnes, principalement dans des activités de maintenance ou dans le secteur de la construction.

LILLE Des Roms traités comme du bétail

Moins de dix familles relogées dans la région… La semaine dernière, la police a évacué les derniers Roms du camp de Lille-Sud. Ils étaient près de 800 avant l'été, avant que chaque semaine puis chaque jour, la police ne vienne les regrouper dans un espace toujours plus réduit, détruisant caravanes et cabanons de fortune.

Avant cette expulsion finale, plus de 200 Roms s'étaient déjà regroupés sur une friche polluée en périphérie de la ville voisine de Wasquehal. Sans eau, sans électricité, sans sanitaires, dans la boue, loin des établissements où les enfants étaient scolarisés. Avec l'aide des associations, désormais réduites à distribuer quelques baches, ce qui n'évite pas le pire : la mort d'une gamine de 8 ans, quelques mois après celle d'une femme dans l'incendie de sa caravane dans un autre bidonville. Dans la plus grande indifférence, ou presque.
Au lendemain de l'expulsion, huit caravanes et une trentaine d'hommes, de femmes et d'enfants se sont installés dans le centre de Wasquehal cette fois. Aussitôt, le maire est accouru avec le même discours que Martine Aubry à Lille : *« insalubrité »*, *« dignité humaine »*, etc. Rencontre en préfecture le lendemain : *« nous allons essayer de traiter cela de la façon la plus humaine possible »*… Mauvais présage !

Un « seuil d'acceptabilité » ?

Sous l'ère Sarkozy, Martine Aubry dénonçait l'État et revendiquait de ne procéder à aucune expulsion. *« On ne peut pas continuer à accepter que des familles soient chassées d'un endroit sans solution »*, affirmait le candidat Hollande. Depuis son élection, les destructions de campements se multiplient à Lille et ailleurs, sans proposition de relogement mais *« avec humanité »* assure l'adjoint chargé de la question…
Les camps se recréent dans les villes voisines, dont les maires en appellent à Manuel Valls pour remettre en cause la libre circulation des citoyens européens dans les pays signataires de l'accord de Schengen (pourtant déjà limitée pour les Bulgares et Roumains)… *« Le seuil d'acceptabilité est franchi. Il faut expulser au-delà de notre territoire »*, affirme le maire UMP de Lambersart, Marc-Philippe Daubresse (Dans *la Voix du Nord* du 13 septembre), qui fixe le « seuil » à 1000 Roms pour l'agglomération lilloise, contre 1500 pour Martine Aubry… Moins bien considérés que du bétail, ils sont actuellement plus de 3000 sur la région lilloise. Polices municipales et vigiles sont déployés sur les terrains vagues alors que les policiers français sont récemment venus accompagnés d'homologues roumains distribuer des obligations de quitter le territoire français (OQTF) sur les camps de Roubaix, annonçant leur prochain démantèlement.
Face à ces expulsions et déplacements forcés qui redoublent quelques mois avant les élections municipales, la réaction des forces sociales et démocratiques est largement insuffisante. Quelques associations ne ménagent pas leurs efforts pour dénoncer ces pratiques inhumaines et assurer une aide humanitaire minimale, mais l'absence de mobilisation unitaire sur le sujet est un abandon supplémentaire pour les Roms, livrés à eux-même face aux politiques racistes des élus locaux et du gouvernement Valls-Hollande, dans la droite ligne d'Hortefeux et Sarkozy.
Jan Pauwels

JP

Agenda

Samedi 21 septembre, manifestation en soutien à la maternité, Les Lilas.
11h, départ de la place de la mairie.

Mardi 24 septembre, réunion publique de la Société Louise Michel, Paris.
« Tirer parti de Max Weber » avec Michael Löwy, à 19h au Lieu-dit (6 rue Sorbier, Paris XXe).

Samedi 5 octobre, fête du NPA 33, Cenon. De 14h à 23h, salle du château du diable : débats, musique, restauration, etc. avec à 19h une intervention de Philippe Poutou.

À SUIVRE SUR www.npa2009.org

DR

« punitives ». À défaut du soutien de l'ONU, elles ont cherché l'aval de leurs parlements nationaux, mais même cela s'est révélé une gageure ! C'est à ce moment que John Kerry a suggéré aux dirigeants russes une porte de sortie honorable pour tous : la mise sous contrôle international, puis la destruction de l'arsenal chimique du régime syrien. Poutine et son ministre Lavrov ont immédiatement sauté sur l'occasion. Le régime syrien l'a entériné, et garde bien entendu toute latitude pour continuer à massacrer son peuple par tout autre moyen militaire à sa disposition, tout en mettant une pression supplémentaire contre la livraison d'armes à ses opposants.
En revanche, le peuple insurgé, l'Armée syrienne libre qui le défend, et la Coalition nationale syrienne, qui malgré tous ses défauts, est obligée par celui-ci de garder l'objectif vital de la chute du régime se verront de plus en plus accusés d'être irresponsables, jusqu'au-boutistes, suppôts d'Al-Qaida et autres horreurs… Car malgré tous leurs désaccords, l'essentiel pour les grandes puissances, comme pour les multinationales qui les soutiennent, c'est de refermer d'une manière ou d'une autre le formidable processus de révolution ouvert dans l'ensemble du monde arabe, la mise au pas du peuple syrien étant un élément-clé de cette contre-offensive.
C'est pourquoi, tout en nous félicitant que l'intervention militaire franco-américaine ne soit plus à l'ordre du jour, pour un temps au moins, plus que jamais nous devons développer la solidarité concrète mise en place avec les forces du peuple syrien qui luttent pour la démocratie, la justice sociale, la dignité nationale.
Jacques Babel

NO COMMENT

On ne peut pas nier que de l'eau contaminée fuit [dans la nature], *mais il n'est pas nécessaire de s'inquiéter outre-mesure des conséquences environnementales… Savoir si la situation est sous contrôle ou non est une appréciation personnelle, cela varie d'un individu à l'autre*

SHUNICHI TANAKA, PRÉSIDENT DE L'AUTORITÉ NUCLÉAIRE JAPONAISE, lors d'une conférence de presse sur la situation à Fukushima le mercredi 11 septembre 2013.

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA
Anciennement *Tout est à nous !*

Rédaction :
01 48 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
01 48 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
1969-8178

Commission paritaire :
0414 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de (durée 60 ans)

Tirage :
6 500 exemplaires

Gérant et directeur de publication :
Ross Harrold

Secrétaire de rédaction :
Manu Bichindaritz

Maquette :
Ambre Bragard, Goulven Schaal

Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT

FÊTE DE L'HUMANITÉ

Sous la pluie…

Beaucoup de pluie mais aussi beaucoup de monde pour la 78e édition de la fête de l'Humanité. Le PCF avance le chiffre de 470 000 entrées. Toujours est-il qu'on a retrouvé cette année le même public et à peu près les mêmes impressions.

Un public populaire venu de tout le pays, un public familial, heureux d'être là et souvent de retrouver de vieilles connaissances. Beaucoup de vieux, fidèles de la fête, mais aussi beaucoup de jeunes notamment attirés par les spectacles. Et comme d'habitude les militantEs du PC étaient presque touTEs occupéEs à faire marcher leurs stands. Peu de mots d'ordre politique, si ce n'est la volonté de faire triompher « l'humain », parfois contre la réforme des retraites. En revanche, si ça discutait politique dans les allées, les débats ont attiré cette année moins de monde.

Les différentes composantes avaient leur stand, notamment la Gauche unitaire et le Parti de gauche, un stand unitaire étant réservé au « troisième pôle » regroupant la Gauche anticapitaliste, les Alternatifs, la FASE et Convergences et alternative. D'après *l'Humanité*, il n'y a de désaccords au sein du Front de gauche que sur la question des municipales. Cependant, on a pu noter que, durant l'ensemble de la fête, quasiment aucun militant du « troisième pôle », ni de la Gauche unitaire, ne furent invité aux débats, alors que le PS était présent presque partout. Quant à Mélenchon, il s'était installé dans un camping durant les trois jours de la fête, car *« il faut qu'on voit le minotier dans sa farine »*… Ainsi le leader du PG n'a cessé d'arpenter la fête, suivi d'une cohorte de photographes, comme si il était chez lui. Pierre Laurent a fait de même de son côté… mais un peu seul !

PHOTOTHÈQUE DU MOUVEMENT SOCIAL

Le débat doit continuer

Au meeting central de dimanche, pas de polémique publique au sein du Front de gauche, mais la seule affirmation du secrétaire général du PCF qu'il fallait *« être prêt à participer aux rassemblements les plus larges à gauche si c'est l'intérêt du peuple »*. En gros, pour les prochaines municipales, chaque ville fera ce qu'elle veut : plutôt avec le PS, mais sans lui là où l'accord est impossible. L'essentiel reste de sauver les éluEs et les municipalités. On notera enfin la faible résonance donnée par les médias à cette fête réunissant plusieurs dizaines de milliers de personnes, par rapport à l'Université d'été du Front national qui se tenait à Marseille. C'est un choix mais certainement pas le nôtre…

Le stand du NPA a connu une bonne affluence, dedans et dehors, avec beaucoup de discussions mais peu de participation à nos débats. Globalement, l'accueil était très chaleureux et les présences d'Olivier Besancenot et de Philippe Poutou très appréciées. Plus de 10 000 tracts ont été distribués avec une dominante dans les discussions : on ne veut plus du PS, on n'a pas confiance dans Mélenchon, mais pourquoi vous ne venez pas vous battre au Front de gauche avec nous ? Les discussions étaient fraternelles, le débat est ouvert…

Alain Krivine

FRONT NATIONAL

Ne pas lui laisser l'initiative

L'université d'été du Front national à Marseille, le week-end dernier, a été l'occasion pour Marine Le Pen de tenter d'imposer son parti comme « la seule force capable de susciter l'espoir et de permettre aux Français de reprendre leur destin en main ». « Nous sommes au cœur des discussions de l'UMPS »… *Le FN serait devenu* « incontournable ».

Pour capter les voix des classes populaires, de la gauche, écœurés par Hollande-Ayrault, le FN prétend qu'il serait la seule opposition contre le gouvernement après l'avoir été contre Sarkozy. Florian Philippot chante déjà victoire : *« 2014 sera décisive dans l'histoire du Front national ! Elle va être notre année zéro, le vrai point de départ vers notre accession au pouvoir. »* Il se flatte d'avoir déjà désigné 623 têtes de liste, en revendiquant plus de cent transfuges issus de l'UMP, du Modem et même du PS. Il se fixe l'objectif de plus de 1 000 élus dans les conseils municipaux. *« Des villes vont tomber et on va montrer qu'on est capables de bien les gérer »*, assure-t-il. Pour tenter d'effacer les magouilles financières de Vitrolles et Toulon dans les années 90, il rassure : *« Nous sommes un parti qui s'est professionnalisé, qui a formé des candidats »*, un parti *« sérieux et bientôt majoritaire »*… Le bluff et la méthode Coué sont au goût du jour au FN !

Rallier tous les mécontents

À la veille de son université d'été, Marine Le Pen avait lancé une *« charte d'action municipale »*. Il s'agit de fixer *« le cadre politique d'éventuels accords ou alliances à l'occasion des élections municipales de mars 2014 »*. Ce texte se veut *« une main tendue adressée à tous les candidats ou futurs candidats désireux de servir l'intérêt général et souhaitant coopérer avec le Front national et ses représentants »* qui *« sont favorables à des accords locaux et la constitution de listes communes de candidats aux élections municipales avec des individus ou des organisations »*. À condition de respecter dix principes : *« refuser toute augmentation de la fiscalité pendant toute la durée du mandat »*, *« défendre rigoureusement la laïcité républicaine dans tous les secteurs de la vie municipale »*, *« agir pour assurer la tranquillité et la sécurité, première des libertés »* ou encore *« engager fermement et rapidement toutes les actions possibles visant à mettre fin aux installations sauvages de nomades »*. Le FN écarte tout accord avec l'UMP mais est ouvert aux *« patriotes »*… Il s'agit d'obtenir des mairies ou du moins le maximum d'élus. Les sondages lui donnent une moyenne de 16 % au premier tour. Plus d'un tiers des Français disent se sentir *« proches des idées »* de Marine Le Pen, selon un sondage Ifop. Cette dernière rêve ainsi de rallier tous les mécontents en flattant les démoralisations par une démagogie chauvine, antieuropéenne, xénophobe et raciste. *« Entre la politique menée par François Hollande et celle menée par Nicolas Sarkozy, c'est la continuité.* […] *Les Français sont prêts aujourd'hui à tourner le dos à tout cela.* […] *Nous, nous sommes unis, nous avons des projets, des cadres et un leader qui n'est pas contesté. »* Alors que les digues que l'UMP prétendaient maintenir contre le FN cèdent de partout, ce dernier rêve de s'imposer comme axe de la vie politique. Il y a urgence à ce que le monde du travail se mêle enfin du débat, comme l'ont fait toutes celles et ceux qui ont manifesté samedi dernier à Marseille.

Yvan Lemaitre

LOI DUFLOT

Mauvaise allure

Trouver facilement un logement, ne pas le payer plus que 20 % de ses revenus, proche d'un lieu de travail ou d'études, de bonne qualité pour ne pas payer trop de chauffage… le projet de loi ALUR défendu par Cécile Duflot ne permettra rien de cela.

Un dispositif d'encadrement des loyers a donc été adopté par l'Assemblée nationale, malgré diverses analyses indiquant qu'il allait surtout faire baisser 10 % des loyers les plus chers, et qu'il pouvait au contraire provoquer une augmentation des loyers les plus bas et donc pénaliser les plus pauvres. Obtenir une baisse ou refuser une augmentation — pour des raisons qui restent encore très floues : sectorisation, nature des travaux effectués, définition de « caractéristiques exceptionnelles » — relèvera du parcours du combattant. Le PCF s'est abstenu, un communiqué du PG (pas par la voix tonitruante de Mélenchon) voit lui dans cette loi *« un pur produit du social-libéralisme »* et appelait donc à manifester avec la Plateforme des mouvements sociaux.

Pour les locataires… ou pour les propriétaires ?

L'Assemblée nationale a aussi adopté la garantie universelle des loyers (GUL), qui doit protéger les propriétaires bailleurs des impayés de loyers. Gérée par un établissement public, elle permettra la prise en charge des loyers impayés et un accompagnement social des locataires défaillants. Financé à parts égales entre le bailleur et le locataire, le ministère annonce 1,5 % à 2 % du loyer annuel, mais les estimations des assureurs portent sur au moins le double. On fait donc payer par tous les locataires du privé un problème qui ne concerne que 2 % des loyers et qui ne répondra de toute façon pas à la plus grande « crainte » du propriétaire : voir son logement dévasté par le locataire indélicat… De plus, les députés ont osé prendre un amendement sur les pénalités de retard de paiement des loyers, ce qui va accentuer le déséquilibre des relations entre les locataires et les propriétaires et une fois de plus pénaliser les foyers les plus précaires. En effet, beaucoup de pensions, indemnités ou encore revenus complémentaires sont la plupart du temps versés bien après le 30 du mois, ce qui justifie certains décalages de paiement du loyer.

Des mesures qui ne satisferont personne, compliquées à mettre en œuvre, dans l'oubli total des plus fragiles : sans-domicile, mal-logés, migrants, précaires… et les jeunes (« jeune », un mot une seule fois écrit dans les 170 pages du projet…). Rien sur les réquisitions toujours au point mort. Rien sur le relogement des 40 000 prioritaires Dalo toujours en attente. Rien sur l'abrogation de la loi Boutin et des autres lois qui conduisent à la marchandisation du logement social, à la hausse des loyers HLM. Rien concernant le 1 % logement et le Livret A qui permettent de financer la construction des HLM, actuellement détournés pour d'autres usages (30 milliards du Livret A ont ainsi été offerts aux banques le 1er août) alors qu'ils devraient financer annuellement 1 million de mises aux normes thermiques et les 150 000 logements sociaux promis. Bref, rien de concret sur le fond du problème, le manque de logements !

Isabelle Guichard

Sur npalogement.blogspot.fr, diverses analyses, ainsi que les revendications du Collectif des associations unies contre le mal-logement.

PHOTOTHÈQUE ROUGE/JR

ALLEMAGNE

Avant les élections fédérales

Les élections auront lieu dans quelques jours et les campagnes électorales des partis établis, tels la CDU/CSU (chrétien-conservateur), le SPD (social-démocrate), les Verts et le FDP (libéral), reprennent en partie à leur façon des thèmes pris dans l'arsenal de Die Linke (La Gauche).

Constitué comme nouveau parti en 2007 par la fusion de la Linkspartei et du WASG (Alternative électorale pour la justice sociale), Die Linke était entré au Bundestag, le parlement fédéral, avec 11,9 % en l'an 2009. C'était un succès indéniable, la faiblesse traditionnelle de la Linkspartei/PDS dans les vieux Länder de l'ouest de l'Allemagne reculait. Avec ses revendications pour la justice sociale, pour un salaire minimum, Die Linke faisait cavalier seul en 2009.

Autour du salaire minimum

Aujourd'hui, le SPD et les Verts se font les champions du salaire minimum, bien qu'ils parlent seulement de 8,50 euros par heure. Il est vrai que cela serait un progrès réel pour un nombre important de salariéEs très mal payéEs. Il y des secteurs où l'on ne gagne que de 4 à 6 euros. Mais même la revendication de Die Linke, c'est-à-dire 10 euros horaire, est insuffisante pour protéger les salariéEs concernéEs.

CDU/CSU et FDP ne polémiquent pas ouvertement : ni contre la revendication du salaire minimum ni contre l'agitation pour l'amélioration des pensions et des minimas sociaux. Ils disent juste que ce n'est pas l'État qui devrait fixer un salaire minimum, qu'il faut continuer à régler cela au niveau des branches professionnelles, et qu'en dernier lieu — c'est le FDP qui le souligne — c'est l'affaire des « partenaires sociaux » (organisations patronales et syndicats).

Les syndicats du DGB, eux, font campagne pour un salaire minimum général de 8,50 euros, tout comme le SPD et les Verts. La politique néolibérale féroce du SPD et des Verts sous le chancelier Gerhard Schröder avait eu des conséquences très négatives sur les rapports entre la direction du SPD avec celle des syndicats du DGB. Et Die Linke avait pu renforcer sa présence au sein des syndicats. Nous ne sommes certes pas revenus à la situation d'avant Schröder, mais les appareils « sociaux-democrates » politiques et syndicaux ont recommencé à mieux s'entendre…

Peer Steinbrück et Angela Merkel. DR

Vers un maintien de la « grande coalition » ?

Die Linke peut bien se vanter d'avoir influencé l'évolution des positions des autres partis, mais c'est au prix d'un affaiblissement électoral. Le parti était retombé à 6 % dans les sondages d'opinion au printemps 2012. Dans de récents sondages, il est remonté à 8-9 %, un institut lui accordant même 10 % la semaine dernière.

À la CDU/CSU, qui n'avait obtenu que 33,8 % en 2009, les instituts accordent actuellement entre 39 et 41 %. Ces sondages, ainsi que la popularité inébranlée de la chancelière Angela Merkel, montrent bien la force et l'impact d'une politique qui se veut l'avocate du bien-être du pays, cela au détriment des populations des pays économiquement beaucoup plus faibles au sein de l'Union européenne. Le facteur d'incertitude vient du FDP, qui avait obtenu 14,6 % en 2009 et qui tourne maintenant autour des 5 %, ce qui met en danger la continuité de la coalition conservatrice/libérale.

Le SPD, lui, se trouve à 25 % dans les sondages, et les Verts à 11 % (leur envolée après la catastrophe de Fukushima est bien du passé). Le candidat du SPD à la chancellerie, Peer Steinbrück, un type froidement technocrate, est peu crédible sur les thèmes sociaux, et de plus refuse la collaboration avec Die Linke pour remplacer le gouvernement conservateur libéral. Le résultat des prochaines élections pourrait encore aboutir à une « grande coalition » CDU/SPD.

Pour compléter ce tableau, signalons que la percée des Pirates semble terminée (ils piétinent à 3 % dans les sondages), tout comme l'AFD (Alternative pour l'Allemagne) qui veut la sortie de la zone Euro pour ne pas payer pour les plus pauvres…

De Cologne, Manuel Kellner

TUNISIE

Fronts et indépendance

Deux assassinats politiques ont eu lieu en moins de six mois : Chokri Belaïd, un des principaux dirigeants du Front Populaire, assassiné le 6 février 2013, et Mohamed Brahmi, élu à l'Assemblée constituante et dirigeant du Front Populaire, assassiné le 25 juillet 2013. Le gouvernement islamiste en est jugé responsable et les mobilisations contre sa principale composante, Ennahdha, se poursuivent…

Mais la question de l'alliance avec Nidaa Tounes – un parti de droite qui regroupe les anciens Benalistes – dans un Front de salut national (FSN) contre Ennahdha tend les débats au sein de la gauche rassemblée dans le Front populaire (FP). Cet article exprime un point de vue sur ces débats. Ainsi la section Île-de-France du FP a récemment publié un communiqué dans lequel elle prend position contre une telle alliance.

En Tunisie, c'est depuis plusieurs mois que ce débat se poursuit et commence à générer une crise au sein de différents partis.

Immédiatement après l'assassinat de Chokri Belaïd, des dirigeants du FP se réunissaient avec des dirigeants des partis de droite pour établir une plateforme commune *« contre la violence »*. La première conséquence de cet appel à l'unité nationale a été l'affaiblissement des mobilisations sociales. Cette plateforme contre la violence a rapidement évolué et c'est sur sa base que, suite à l'assassinat de Mohamed Brahmi, le FSN a été créé. Les revendications de ce front étaient initialement la dissolution de l'Assemblée nationale constituante élue en octobre 2011 et dominée par Ennahdha, ainsi que toutes les institutions qui en émanent ; la constitution d'un gouvernement « neutre » et l'organisation rapide d'élections.

Des clarifications en cours

En plus de la présence de figures de l'ancien régime dans ce FSN, à commencer par Béji Caïd Essebsi qui était ministre de l'intérieur sous Bourguiba et président de l'Assemblée nationale sous Ben Ali, les militants du FP qui s'opposent à ce Front en dénoncent la nature interclassiste et l'impossible « neutralité » d'un gouvernement. Ces militants se sont pour la plupart repliés sur des activités militantes locales plutôt que sur l'organisation de ce front large. C'est pour cette raison que lorsque Nidaa Tounes a organisé et financé un sit-in au Bardo, devant le siège de l'Assemblée, cet espace a essentiellement été occupé par des franges de la petite-bourgeoisie tunisoise.

D'ailleurs, cette mobilisation organisée par la droite a fini par s'estomper. La dissolution de l'Assemblée constituante n'est plus à l'ordre du jour, les négociations s'éternisent, on ne parle plus que de dissolution du gouvernement et même cette perspective s'éloigne. Les élus de Nidaa Tounes ont regagné leurs sièges à l'Assemblée constituante et Caïd Essebsi multiplie les rencontres avec Rached Ghannouchi d'Ennahdha et se félicite du terrain d'entente qu'il commence à trouver avec ce dernier. La direction de l'UGTT a d'ailleurs contribué à « l'apaisement » de la situation en s'opposant à la revendication de dissolution de l'Assemblée constituante, en appelant de nouveau au dialogue national et en jouant le rôle de médiateur entre le gouvernement et l'opposition.

La multiplication des occasions manquées pour amplifier les mobilisations a donc fini de décider des militants du FP dans plusieurs villes à se regrouper sur une base d'indépendance de classe. L'accumulation d'expériences de lutte et d'organisation depuis janvier 2011 aboutit aujourd'hui à un début de décantation et de clarification politique nécessaires. L'indépendance et la centralité de la classe ouvrière finissent par s'imposer dans les débats politiques, tant elles semblent incontournables pour de nombreux militants.

Sameh Dellai et Wafa Guiga

Le monde en bref

GRÈCE

Grève dans et pour l'éducation

Le gouvernement continue de casser l'enseignement public. En mai, licenciement de milliers de non-titulaires, licenciement déguisé ou déplacement d'office de milliers de titulaires, et obligation de deux heures supplémentaires dans le service hebdomadaire ! Alors que les AG massives s'étaient prononcées pour la grève des examens nationaux, la direction d'OLME (courants de la droite, du Pasok mais aussi de Syriza) avait reculé au dernier moment. Or, non seulement la rentrée devrait avoir lieu avec 16 000 enseignants de moins, mais droite et Pasok viennent de faire voter une loi sur l'enseignement secondaire dévastatrice : suppression d'heures dans plusieurs matières, suppression de nombreuses spécialités dans la plupart des lycées techniques, instauration de stages en entreprise, non rémunérés… En perspective, la suppression en quelques années du quart des lycéens, sans compter le projet de diminuer drastiquement le nombre d'étudiants.

Face à cette guerre de classe, les enseignants se sont mobilisés tout l'été. Avec sa nouvelle direction (forte hausse des courants liés à Syriza et à Antarsya), OLME a organisé partout ces derniers jours des AG, et la grève reconductible à partir du lundi 16 a été votée à 90 % ! Travail de popularisation, appel à l'extension et surtout volonté croissante des jeunes de refuser un avenir de misère.

DR

TUNISIE

Halte à la répression antisyndicale !

Deux déléguées syndicales UGTT, licenciées par la filiale tunisienne de l'entreprise française Latécoère (câblages pour l'aéronautique), sont en France du 14 au 21 septembre pour rencontrer des salariéEs, des organisations syndicales et politiques ainsi que des associations féministes. Elles ont notamment participé à une série de débats lors de la fête de l'Humanité, ainsi qu'à Paris, Amiens et Toulouse.

La dernière rencontre a pour titre *« Travailleuses et droit syndical, quels enjeux pour les femmes en Tunisie ? Nous voulons garder notre travail, sans perdre notre dignité »*. Wassila Ayachi, responsable UGTT et militante de l'Association tunisienne des femmes démocrates (ATFD), viendra spécialement de Tunisie pour cette réunion publique qui se tiendra samedi 21 septembre à 14h à la Bourse du travail de Paris (85 rue Charlot, métro République).

http://www.facebook.com/ComiteSoutienSyndicalistesLatelecFouchana

De la domination coloniale à la domination du clan Assad

L'histoire récente de la Syrie a été marquée par la domination coloniale française, puis par un régime dictatorial des plus féroces, qui pourtant continue de bénéficier d'illusions sur son caractère prétendument « laïque », « progressiste », ou au moins « anti-impérialiste ».

À l'issue de la Première guerre mondiale, les territoires du Moyen-Orient qui constituaient jusque-là des provinces de l'Empire ottoman sont soumis aux impérialismes français et britanniques. En rupture flagrante de la promesse faite aux populations arabes pendant la guerre, ces deux puissances appliquent les « accords Sykes-Picot » qu'ils avaient secrètement conclus en 1916. Quatre provinces de l'ex-Empire ottoman — qui recouvrent la Syrie et le Liban d'aujourd'hui — sont alors « confiés » en tant que protectorats à la France, sous mandat de la Société des nations (SDN). En Syrie comme dans d'autres pays dominés, un mouvement de résistance anticoloniale se développe. Le 29 mai 1945, Charles de Gaulle ordonne le bombardement de la capitale syrienne Damas, bombardement qui durera 36 heures et fera des centaines de morts.

DR

Après l'indépendance

En 1946, la Syrie et le Liban deviennent des États indépendants. Dans la première période, des pouvoirs militaires, conservateurs-bourgeois et nationalistes, vont alterner. En 1963, le parti Baath d'inspiration nationaliste panarabe prend le pouvoir. À l'intérieur du parti coexistent d'abord plusieurs tendances. De 1966 à 1970, c'est le courant pro-soviétique qui exerce le pouvoir et tente d'impulser certaines transformations sociales. Un terme est mis à cette expérience politique en 1970 par le putsch du ministre de la Défense, Hafez Al-Assad. Celui-ci maintiendra l'alliance géostratégique avec l'URSS, mais réduira à peu de choses l'autonomie politique du parti : ce sont les militaires qui dominent. Toutes les oppositions sont matées dans une logique du tout-répressif. L'opinion internationale retiendra surtout le massacre effroyable commis à Hama en février 1982, qui a coûté au minimum la vie à 20 000 personnes et détruit un tiers de cette métropole régionale. À la suite des Français, le régime a employé la carotte des privilèges et le bâton de la répression pour opposer entre elles les différentes communautés qui coexistent en Syrie : alaouites (la confession du clan Assad, 12% de la population), sunnites, chrétiens, assyriens, kurdes…

À l'échelle régionale, la Syrie participe en 1973 à la guerre contre Israël et y perd le plateau du Golan. Par la suite, malgré de mutuelles rodomontades, la frontière syrienne sera la plus sûre pour Israël.

Mais l'action la plus importante d'Hafez Al-Assad est son intervention dans la guerre civile libanaise de 1975 à 1990. Dans un premier temps, le pouvoir syrien se positionne du côté de l'alliance entre le mouvement de libération nationale palestinien et la gauche libanaise, contre les « Phalangistes » ou milices fascistes de la droite chrétienne. Mais quand la Syrie envoie des troupes au Liban en juin 1976, c'est pour intervenir contre ceux que l'on appelle alors les « Palestino-progressistes ». Pour le pouvoir syrien, il s'agit de *« restaurer l'équilibre »* sur lequel il entend installer son hégémonie. Et en août 1976, les troupes syriennes massacreront plus de 2 000 Palestiniens dans le camp de Tel al-Zaatar.

La succession dynastique

En 1991, le régime syrien — qui vient alors de perdre son allié soviétique — participe à la première guerre des États-Unis contre l'Irak voisin, en vue de se racheter une conduite auprès des pouvoirs occidentaux. Il ouvre une politique de privatisation des entreprises étatiques qui profite essentiellement au clan familial élargi des Al-Assad. La mort de Hafez Al-Assad en 2000 entraîne une succession familiale. Installé à Londres, son fils Bachar est alors âgé de 34 ans. Le parlement-croupion est sommé de changer la Constitution pour permettre une succession dynastique. Manquant de légitimité, le nouveau président permet d'abord une brève ouverture politique. Mais rapidement, il revient au verrouillage total des libertés, en même temps que la corruption s'exacerbe.

Bertold du Ryon

30 mois d'insurrection du peuple syrien ★ ★

Début 2011 Les soulèvements en Tunisie et en Égypte se propagent comme une traînée de poudre dans la plupart des pays de la région arabe. En Syrie, les premiers rassemblements pour la démocratie sont modestes et réprimés. Le 13 mars, quinze écoliers de Deraa sont arrêtés pour avoir tagué des slogans sur les murs, et disparaissent. La ville se soulève et à partir du 15 mars, des appels sur Facebook amènent des manifestations de plus en plus fréquentes dans tout le pays. Dès le début, le pouvoir fait systématiquement tirer sur les cortèges pacifiques.

Avril-août 2011 Malgré une répression féroce et des mesures visant à isoler les opposants (hausse des salaires, levée de l'état d'urgence…), le soulèvement s'étend et exige la chute de Bachar Al-Assad. L'armée fait le siège des villes les plus révoltées : Deraa, Homs, Hama… Les morts et les disparus sont de plus en plus nombreux chez les manifestants, et les mutineries se multiplient dans l'armée. Le pouvoir tente d'étouffer la révolte par la terreur d'État, y compris par la publicité des tortures atroces dans les prisons.

Automne 2011 Chaque manifestation est réprimée dans le sang. Les défections au sein du régime se multiplient. Nombre de Syriens sont entrés dans la clandestinité : sortis de prisons, soldats déserteurs… Ils organisent la défense des cortèges pacifiques pour éloigner les forces de sécurité et limiter le nombre de morts, en liaison avec les coordinations locales qui structurent la lutte. Mais au bout de huit mois au cours duquel le régime fait tirer sur les cortèges par l'artillerie et l'aviation, l'insurrection finit par basculer dans la lutte armée. L'Armée syrienne libre (ASL) se forme peu à peu. Pendant ce temps, les opposants en exil ont fondé le Conseil national syrien à Istanbul les 1er et 2 octobre, mais son autorité reste faible dans le pays.

DR

Février-avril 2012 L'armée commence une offensive pour reprendre Homs aux mains des rebelles, en bombardant quartier par quartier. Plusieurs journalistes occidentaux sont tués. D'autres villes subissent le même sort. Envoyé par l'ONU, Kofi Annam tente d'obtenir un cessez-le-feu de Assad, en pure perte… Premier attentat à la voiture piégée à Damas.

Mai-juin 2012 Les supplétifs du régime commettent des massacres à répétition dans des villages accusés d'accueillir les révoltés : Houla, Al-Koubeir, Treimsa, Mazaat Al Qoubir… Depuis le début, le régime cible particulièrement les enfants et tente de confessionnaliser le conflit. La mission d'observation de l'ONU le note… mais cela n'a aucun effet sur le pouvoir syrien. Le 12 juin, une conférence des chefs de la diplomatie des grandes puissances mondiales et régionales butte sur la question du départ d'Assad et s'interrompt.

Été 2012 Les combats se propagent à Damas et Alep que les insurgés tentent d'occuper. Un attentat décime les plus hauts responsables de la répression le 18 juillet. Mais l'armée contre attaque, commettant de nouveaux massacres comme à Derayya. L'émissaire de l'ONU Lakhdar Brahimi échoue à son tour à assouplir le régime.

Automne 2012 Les attentats se multiplient à Damas, comme celui visant le 26 septembre l'état-major de l'arm
des force
Al-Nusra,
bénéficie
rieur le p
pays du C
combatta

Début
ties du te
gouverne
a laissé a
PKK de T
eu des re
contrôle
ce qu'acc
les Djiha
prennent
taires, ce
contrôle
nord et le
les force
contre-att
décisive

RIE

ature,
alismes
olution

★

ée, revendiqués par
es djihadistes (Front
, Al Qaida…). Celles-ci
ent du soutien exté-
lus affirmé, celui des
Golfe, et intègrent des
ants étrangers.

2013 De larges par-
erritoire échappent au
ement central. Celui-ci
au PYD (parti-frère du
urquie), avec qui il a
elations variables, le
de la région kurde,
cepte l'ASL, mais pas
adistes. Les insurgés
plusieurs bases mili-
e qui leur donnent un
plus important sur le
e centre du Pays. Mais
s gouvernementales
taquent, et avec l'aide
du Hezbollah libanais
et de combattants iraniens,
reprennent des positions stra-
tégiques dans les grandes villes
et sur l'axe Damas-Homs-Latta-
quié. Les combats s'étendent
au-delà de la frontière libanaise.

Eté 2013 Malgré leur ar-
mement lourd et l'aide étran-
gère, les forces du régime ne
parviennent toujours pas à
soumettre Homs et surtout la
région de Damas, qui reste un
vivier d'insurgés. C'est dans
ce contexte que les séides de
Bachar Al-Assad entreprennent
de vider l'immense camp de réfu-
giés palestiniens de Yarmouk
qui refusait de se mettre à son
service, puis d'utiliser les gaz de
combat dans un bombardement
roulant sur la Ghouta, ce qui
constitue un nouveau palier des
crimes du clan Assad.

À l'intérieur de la révolution syrienne

Témoignage. *Yasser Munif est professeur à l'Emerson College de Boston. Animateur de la « Global campaign of solidarity with the syrian revolution », il s'est rendu récemment sur place.*

J'ai passé cet été deux mois en Syrie, dans le nord du pays, soit la zone libérée. Cela a été une leçon d'humilité. J'ai beaucoup appris et vu une révolution populaire en cours. Les gens sont en train de rebâtir les institutions, ils gèrent leurs villes après la chute de l'État et du régime. C'est une tâche très difficile parce qu'il n'y a pas de ressources, il n'y a pas de fonds, et que les attaques des forces du régime sont permanentes. Dans le nord du pays, les zones dont je parle sont libérées, il n'y a pas affrontements au sol. Il y a cependant des frappes aériennes constantes et des missiles tombent sur ces villes. Les gens arrivent donc avec des solutions créatives : ils créent des institutions politiques. Il y a des conseils locaux dans chacune de ces villes. Ils se rencontrent à un rythme hebdomadaire, et discutent de tout ce qui regarde la « vie » de la ville pour tenter de résoudre leurs problèmes. […]

Les révolutionnaires se battent en fait sur deux fronts. D'un côté, il y a le régime et, de l'autre, les groupes Al-Nousra et Al-Qaïda, les djihadistes. […] La plupart des groupes créés par Al-Qaïda ne combattent pas réellement le régime. Ils stationnent dans les parties nord du pays. Ils laissent l'Armée syrienne libre (ASL) et d'autres factions combattre le régime, puis viennent à leur suite, prenant possession des villes et villages libérés. Ils sont donc très violents. Ils arrêtent des militants. Quiconque les critique est arrêté, torturé et quelquefois tué. En ce moment, ils ont plus de 1500 activistes dans leurs prisons. […] C'est la raison pour laquelle de nombreuses personnes pensent que les djihadistes sont d'une façon ou d'une autre alliés au régime syrien. Al-Qaïda vend en fait du pétrole au régime. […] En réalité, Al-Qaïda ne fait pas partie de la révolution, c'est un groupe contre-révolutionnaire.

> *Les gens sont en train de rebâtir les institutions, ils gèrent leurs villes après la chute de l'État et du régime.*

Sur les frappes aériennes de l'Occident

Je pense que certains Syriens, en raison des destructions, de la violence et des tueries, voient la frappe comme une « porte de sortie », mais je ne suis pas convaincu qu'il s'agisse forcément de la majorité. Les gens ont appris au cours des trente derniers mois que personne n'est vraiment allié à leur cause, et ne se préoccupe de la population syrienne. […] En réalité, les gens – vous savez, lorsque vous parlez à une personne quelconque dans ces zones libérées de Syrie – vous disent que lorsqu'ils perdent des territoires ou des régions dans leur combat contre le régime, ils reçoivent des armes ; alors que lorsqu'ils gagnent, les armes cessent d'arriver.

La raison est que l'Occident et les États-Unis veulent que cette guerre aboutisse à une situation d'impasse, car c'est dans leur intérêt. […] Et c'est aussi dans l'intérêt d'Israël. Ils ne souhaitent pas véritablement voir les révolutionnaires gagner. En réalité, de nombreux politiciens israéliens ou des États-Unis veulent un Bachar affaibli au pouvoir.

[…] La révolution est très complexe, elle a de nombreuses facettes et il y a différentes choses qui sont en cours. L'aspect qui domine le plus, disons-le ainsi, est la révolution populaire, mais il y a aussi une semi-guerre froide entre d'un côté les États-Unis et leurs alliés, et la Russie et ses alliés de l'autre. Il y a aussi un conflit entre l'Iran et ses alliés, et Israël et le Golfe. Il y a donc toutes les différentes facettes de ce conflit, mais la plus importante – et c'est ce dont sont convaincus beaucoup de Syriens – est la révolution populaire. Et je pense que c'est une chose très importante à comprendre. […]

La gauche mondiale et la Syrie

Malheureusement, la majorité de la gauche comprend la révolution syrienne d'une manière très binaire et réductrice… […] Pour la plupart, ils comprennent ce conflit comme étant une guerre entre les États-Unis et ceux qui leur sont opposés : les prétendus « anti-impérialistes ». Cela conduit à y inclure le Hezbollah, l'Iran ou la Syrie. Ils pensent que la Syrie a aidé les Palestiniens, etc. Ils ignorent l'histoire syrienne et à quel point ce régime a été violent au cours des quarante dernières années, le nombre de fois où il a trahi la lutte palestinienne, etc.

[…] Je pense que la gauche doit vraiment élaborer une nouvelle position, une position plus cohérente. Une position où l'on peut être à la fois contre la guerre impérialiste, et contre la dictature de Assad. Et tant qu'elle ne le fait pas, je suis convaincu qu'elle n'aura aucune crédibilité. Les gens en Syrie verront cela presque comme un permis de tuer, parce que le régime syrien a diffusé dernièrement des images des manifestations sur les chaînes télévisées d'État, pour montrer à quel point il est populaire à l'Ouest, les gens qui manifestent dans les rues de New York et d'autres villes en brandissant des portraits d'Assad… En fait, le régime syrien n'est même pas en mesure d'organiser de telles manifestations en Syrie. Il est donc très content de voir qu'elles apparaissent dans d'autres pays. La plupart des gens qui manifestent ne savent en fait rien sur la réalité de ce que vivent les Syriens, ainsi que leurs luttes, leurs combats et leur résistance de tous les jours, ce qu'ils tentent de bâtir, la créativité qu'ils mettent dans ce qu'ils font. Je pense que l'on reçoit une leçon des choses lorsque l'on va en Syrie et que l'on voit ce que les gens font. Je suis convaincu qu'il y a aussi du racisme […] : *« tout cela n'est qu'un complot, les États-Unis ont planifié cela depuis le début, ils conspirent contre Assad »*, etc. Cela signifierait que les Syriens n'ont aucune capacité d'agir, qu'ils ne peuvent vraiment pas penser par eux-mêmes, qu'ils ne peuvent véritablement pas faire une révolution. Je suis convaincu que c'est une grande erreur que la gauche est en train de commettre.

> *Construire un mouvement social alternatif global, qui comprend véritablement la complexité de la révolution syrienne et qui ne la réduit pas aux « djihadistes » et à Al-Qaïda.*

Sur la solidarité

Je pense que la chose la plus importante à faire (pour le mouvement progressiste et pour les gens qui se préoccupent vraiment des révolutions arabes et qui souhaitent les voir aboutir), c'est essentiellement de se tenir à distance des alliances avec différents États, et de construire un mouvement social de soutien à la population syrienne. Cette solidarité peut prendre de nombreuses formes. Cela peut être au travers des reportages. […] Pas uniquement les reportages sur les aspects militaires ou sur les querelles internes de la révolution, parce que je pense que c'est la partie la plus visible, mais ce n'est pas la plus importante. Je crois que ce qui se passe en Syrie, c'est bien plus que cela. Il y a de nombreuses révolutions en cours sur de nombreux terrains : politique, culturel, social, économique. […]

Les gens ont besoin de médecins, ils ont besoin d'ingénieurs, ils ont besoin de tous les militants qui peuvent les aider. Ce genre de solidarité fondamentalement il s'agit d'essayer de reproduire ce que les gens ont fait pour la Palestine […] je pense que c'est le message le plus puissant que nous pouvons envoyer à la population syrienne : construire un mouvement social alternatif global, qui comprend véritablement la complexité de la révolution syrienne et qui ne la réduit pas aux « djihadistes » et à Al-Qaïda, qui comprend qu'il y a de nombreuses facettes. Les progressistes et les gens de gauche devraient vraiment insister sur la dimension révolutionnaire de ce qui se passe en Syrie, et pas se contenter de répéter ces récits de « conspiration » qui se réduisent uniquement à ce que l'on voit dans les médias.

Propos extraits d'un entretien avec Jeff Napolitano publié le 7 septembre 2013 sur le blog Syria freedom forever. Disponible en français sur les sites internet www.alencontre.org et www.europe-solidaire.org (traductions Sylvestre Jaffard et Alencontre).

Alep. DR

MOUVEMENT DES PÈRES

Recul pour les femmes

Dimanche 15 septembre à Paris a eu lieu la première « Marche des pères pour la coparentalité » à l'initiative d'un collectif d'associations plus au moins proches des réseaux masculinistes.

Enfin une mobilisation d'hommes pour l'égalité parentale, revendiquant une redéfinition des tâches et des temps de chacunE, une meilleure prise en compte de la parentalité au travail et dans la vie ? En réalité, cette manifestation ressemble plus à une copie de la « Manif pour tous » qu'à une joyeuse kermesse proféministe : des pères perchés sur les grues, des antiféministes notoires et autres réactionnaires de tous bords…

Revanche masculine

Leur plateforme revendicative propose notamment l'application systématique de la résidence alternée en cas de séparation, y compris s'il y a désaccord entre les parents, c'est-à-dire un contrôle accru sur les femmes, une difficulté supplémentaire pour déménager, refaire leur vie, ou s'éloigner d'un ex-conjoint violent par exemple. De fait, dans l'immense majorité des cas, lors des séparation, la résidence est effectivement accordée à la mère, suite un accord entre les deux parents et très rarement réclamée par les pères. De plus, ils revendiquent le placement systématique en institution de l'enfant en cas d'accusation d'inceste, pour l'éloigner d'une mère jugée trop « manipulatrice ». L'application d'une telle mesure rendrait dans les faits plus difficile de porter une affaire en justice.

Ces revendications reflètent leur vision d'un monde où selon eux les femmes auraient gagné tous les pouvoirs, et contrôleraient l'institution judiciaire pour leur nuire. Au fond, cette marche des pères prône assez peu l'égalité, mais plutôt une volonté de revanche sur les droits acquis par les femmes, pour leur indépendance et leur autonomie, et un retour au modèle du chef de famille. Loin, bien loin, de l'égalité réelle que nous souhaiterions pour nos vies.

Hélène Pierre

RETRAITES

Qui veut construire les suites du 10 septembre ?

À la veille des 180 manifestations regroupant 300 000 manifestantEs, les médias se répandaient largement sur la faible mobilisation contre la première contre-réforme de « gauche » des retraites.

L'enfumage du rapport Moreau, la proximité des congés, le poids du chômage et des difficultés économiques, la répression dans les entreprises et le déminage du gouvernement en direction des fonctionnaires rendaient la mobilisation compliquée.

Soutiens voyants

Dans ce décor, les acteurs syndicaux jouent des partitions différentes. La direction confédérale CFDT avec, en coulisses la CFE-CGC et la CFTC, s'affiche comme un des meilleurs défenseurs du projet gouvernemental, sous couvert de défense des salariéEs et des retraitéEs. Les départs successifs de dizaines d'équipes militantes, notamment à l'occasion des précédentes mobilisations sur la question des retraites, de l'ANI, etc., a considérablement réduit les velléités de nombreuses équipes. Les animateurEs de la lutte des Sanofi ont pu expérimenter encore récemment les risques que comportaient des positionnements radicaux.

Le gouvernement de « gauche » met les directions syndicales critiques en situation délicate. Pour FO dont les liens historiques avec la social-démocratie sont solidement établis, les fanfaronnades de la direction cachent mal l'hétérogénéité des équipes : dans le privé, souvent des instruments des directions et, dans le public, parfaitement intégrés au système de gestion, à l'exception de quelques structures combatives animées par des militantEs d'extrême gauche.

Oppositions mesurées

Du côté de l'union syndicale Solidaires, il y a une affirmation claire d'hostilité au projet et une réelle mobilisation même si une partie de ses dirigeantEs, de ses militantEs, se retrouvent dans le projet politique du Front de gauche.

Pour la CGT et la FSU, la volonté politique des directions de ne pas mettre en danger le gouvernement les conduit à des positionnements dilatoires. Les quelques mesures en trompe-l'œil du projet sont présentées comme des « avancées » s'inscrivant dans les préoccupations de ces syndicats. L'accent est mis sur les exigences vis-à-vis du patronat, de la « finance », manière de dédouaner le gouvernement et les partis politiques qui le composent, le soutiennent ou refusent de l'affronter clairement.

L'identité des formules, *« la gravité de la situation exige un changement de cap »* (déclaration confédérale CGT du 8 juin 2013 à propos de la conférence sociale) et *« une étape pour changer de cap »* (thème des assises du Front de gauche du 16 juin) met en évidence la proximité des politiques, faites du respect des institutions et du dialogue social. Les équipes militantes « à la base » et même « intermédiaires » tirent souvent des bilans très critiques des mobilisations de 2007, des journées saute-mouton de 2009 (contre la « crise ») ou de 2010 contre la réforme Sarkozy-Fillon-Woerth. Le rejet des stratégies syndicales assises sur des projets politiques de « gauche » (à l'œuvre depuis le milieu des années 80) sert de prétexte aux directions et désarme les équipes combatives, orphelines de perspectives globales et ne voyant pas comment reconstruire un rapport de forces plus favorable aux salariéEs.

Prendre nos affaires en main

C'est dans ce cadre qu'il nous faut tout faire pour prolonger la journée du 10 septembre. D'un côté, dans les structures syndicales, défendre une autre stratégie de mobilisation : l'idée que seul un affrontement prolongé, assis sur des grèves puissantes, peut faire reculer le gouvernement et aboutir à l'abandon du projet. De l'autre, partout, s'appuyer sur les revendications, les colères, les mécontentements pour engager des luttes, faire naître des échanges, des coordinations. Le succès relatif de la journée du 10 septembre permet aux directions syndicales de ne pas engager une poursuite de la mobilisation. La journée « jeunes » du 18 septembre ne saurait constituer une réelle étape dans cette voie. Les débrayages répétés dans l'ensemble du groupe PSA, marqué par la liquidation du site d'Aulnay, montrent, entre autres, que les ressorts de mobilisations importantes existent. À nous de faire qu'ils se mettent en action.

Robert Pelletier

Paris le 10 septembre. Photothèque Rouge/MILO

MARSEILLE

Unité et antifascisme

Samedi 14 septembre, plusieurs milliers de personnes, venues de plusieurs villes de France (Lyon, Toulouse, Paris, Bordeaux, Avignon, Nice, Montpellier etc.), se sont rassemblées à Marseille pour dénoncer la tenue des Universités d'été du FN, concluant ainsi une semaine entière consacrée à l'antifascisme, avec plusieurs débats et projections.

À l'appel du collectif « Marseille Solidaire contre l'extrême droite », qui rassemble une quarantaine d'organisations politiques, syndicales et associatives, la manifestation a défilé pendant plus de deux heures dans les rues de Marseille, et en direction du Parc Chanot, lieu des universités d'été du FN, jusqu'à la place Castellane. Slogans de dénonciation du F-Haine et des groupuscules néo-nazis, mais aussi de solidarité avec les sans-papiers, les personnes LGBTI, de solidarité internationale et entre les travailleurs, ou encore à la mémoire de Clément Méric et Ibrahim Ali… ont donc résonné toute cette après-midi sous le soleil marseillais !

Reprendre le combat

Le FN a voulu lancer un signal fort, notamment en vue des élections municipales de 2014, en s'installant à Marseille pour ses universités d'été, mais la réponse de la gauche syndicale, politique, et de la jeunesse, a été à la hauteur, avec une manifestation importante, dynamique et offensive.

Marseille le 14 septembre. Photothèque Rouge/NILS

PEUGEOT

Avertissement général

Avec la mise en œuvre de l'ANI – la compétitivité –, PSA organise un recul social considérable. Mais le ras-le-bol et la colère accumulés ne sont pas loin…

Déjà bloqués en 2013, les salaires le seront en 2014 et probablement 2015 et 2016. Le patron supprime la prime d'ancienneté pour ceux qui ont plus de 20 ans d'entreprise, la prime de rentrée et la subrogation des indemnités de la Sécurité sociale, qui évite les trous sur la paie en cas de maladie. Il ne paie les samedis travaillés qu'en fin d'année avec une majoration de 25 % au lieu de 45 %, et seulement ceux non compensés par des jours non travaillés. Il réduit la majoration de nuit. Le chômage partiel n'est indemnisé qu'à 70 % au lieu de 75 %. Au total, une perte de 1 000 à 1 200 euros par an.

En cas de réorganisation ou de manque de travail, Mulhouse-Sochaux-Vesoul, comme d'autres zones, est considéré comme un seul établissement. Les mutations régionales sont donc la règle, comme les prêts de personnel sur toute la France. La direction annonce tous les samedis travaillés sur une des deux chaînes de Mulhouse… et des périodes de chômage sur l'autre. Et il reste encore à « discuter » la flexibilité, « l'overtime » qui permet de prolonger les horaires de 1/2h ou de 1h en fin de poste, prévenus le jour même ou la veille, la perte de jours de RTT, etc.

Premiers reculs

La CFDT et la CFTC veulent signer l'accord… Mais la direction ne donne rien leur permettant de le justifier.

Le mécontentement des salariés et de leurs syndiqués a amené ces syndicats, ce qui est exceptionnel, à appeler à débrayer une heure à Mulhouse le mercredi 11 septembre. La CGT, qui lutte depuis des mois sur le sujet, a rejoint cet appel après avoir déjà appelé à utiliser la journée du 10 sur les retraites pour dénoncer l'accord : 900 travailleurs – le plus gros débrayage depuis la grève de 1989 – s'en sont saisis pour refuser l'accord.

Mais bien des grévistes ont exprimé leur colère sans avoir étudié plus que cela les mesures de PSA, manifestant ainsi leur ras-le-bol de la hausse des impôts, des prix et de la politique de Hollande. Cet état d'esprit a été entendu dans le groupe puisque le débrayage à Mulhouse a été suivi à Sochaux où le directeur avait déjà été été hué par des milliers de salariés, qu'un appel est lancé à Tremery, et que sous cette pression, la journée d'action CGT sur le groupe PSA du 25 septembre est avancée au 18.

Surprise et inquiète, la direction a aussitôt annoncé quelques reculs. Ainsi, le patron maintient la prime de rentrée, renonce à la baisse de celle de nuit et revient partiellement sur l'ancienneté. Insuffisant, puisque, à cette annonce, l'emboutissage de nuit à Mulhouse a à nouveau débrayé, et que l'usine de Vesoul est bloquée, ce qui n'est jamais arrivé. Pour les salariés, très contents des débrayages, c'est loin de faire le compte. Surtout du fait que c'est de tout qu'ils en ont marre : horaires, salaires, travail, retraites, austérité, gouvernement… Des débrayages qui ont donc changé l'ambiance et annoncent peut-être pour demain, dans ce contexte de multiplication des plans de compétitivité, un changement plus général et une suite bien plus large.

Correspondant Peugeot-Mulhouse

URGENCES

Dangereux mirages sécuritaires

Un véritable feuilleton « Marseille capitale de la violence » a occupé la « une » des médias pendant l'été. L'hôpital n'a pas échappé à cet emballement politico-médiatique.

En réponse, l'assistance publique hôpitaux de Marseille (APHM) vient de faire connaître le 9 septembre une liste de « 30 mesures » contre l'insécurité à l'hôpital. Celles-ci vont de la vidéosurveillance au renforcement des patrouilles de police, en passant par la fermeture nocturne des entrées. Elles ne font souvent que reprendre des propositions déjà censées s'appliquer et restées sans effet.

Au-delà de faits divers spectaculaires, insultes, « incivilités », voire agressions physiques, sont effectivement devenues le lot commun des personnels des urgences, à Marseille comme dans toutes les grandes villes. Elles ajoutent un stress supplémentaire à des conditions de travail déjà insupportable. Et c'est à juste titre que les personnels exigent de ne plus travailler « la peur au ventre ». Encore faudrait-il s'attaquer aux causes qui engendrent cette situation et qu'éludent délibérément les discours et réponses sécuritaires.

Graines de violence…

Le terreau des violences que subissent les personnels, se trouve en effet pour une large part dans l'impuissance d'un hôpital soumis aux politiques libérales d'austérité. Qui parle de la violence que constitue pour les patients et leurs familles des heures d'attente, sur un brancard, dans un couloir, sans que personne n'ait le temps de s'occuper de vous, et des frustrations que tout cela engendrent ? Qui parle de la violence que constitue le renvoi chez eux de patients parce que les urgences « ne font pas de la bobologie » ? Qui parle de l'impossibilité de trouver un lit, faute de place, dans le service ou la personne doit être admise ? Qui évoque l'absence de temps pour « prendre soin » de celui ou de celle qui souffre, quand le personnel doit être avant tout « rentable », et apporter une réponse « efficiente » dans le temps le plus court possible ?

S'attaquer aux causes de la violence aux urgences, ce serait d'abord faire que les urgences ne soient pas le seul lieu d'accueil de la détresse et de la demande de soin (fut-elle ce que certains appelle avec condescendance « bobologie » quand il s'agit de la mission essentielle du service public qu'est la prévention). Pour cela, il faudrait un service de santé de proximité 24h/24, public et gratuit, dans les villes et les quartiers. Il faudrait cesser les restructurations hospitalières, et la fermeture des services d'urgence de proximité (en région ou comme à Paris-Hôtel Dieu), ce qui entraîne la surcharge des urgences des hôpitaux restants. Il faudrait accroître les effectifs hospitaliers pour permettre le temps de l'accueil et de l'écoute de tous. Il faudrait enfin en finir avec les suppressions de lits et de services, le travail à « flux tendu », et la course à la rentabilité du soin. Cela veut dire mettre tout simplement un terme aux politiques d'austérité qui gangrènent les services publics. Cesser par fatalisme de mener ce combat, pour se replier sur la demande de moyens sécuritaires, apparemment plus « audible », est une impasse pour les personnels et leurs organisations syndicales. Cela ne résoud rien, si ce n'est de frayer un chemin à l'extrême droite.

J.C.Delavigne

Le combat ne fait que (re)commencer pour faire barrage à une extrême droite trop banalisée et qui s'étend dangereusement, profitant d'un contexte économique de crise, des manifestations antimariage homosexuel, ainsi que du climat nauséabond instauré par des politiques gouvernementales racistes, de droite comme aujourd'hui de gauche concernant notamment les sans-papiers et les Roms.

Partout en France, des collectifs ou organisations antifascistes ont commencé à refaire surface, ou, s'ils existaient déjà, se sont élargis. Des initiatives unitaires antifascistes fleurissent depuis quelques mois. La suite reste à construire, et même si les réponses ne sont pas faciles, c'est dans l'unité et dans la rue, au contact de la population et en s'ancrant dans les quartiers, que nous reprendrons pas à pas du terrain face aux fascistes.

Cédric Bottero

LES LILAS (93)

La maternité doit vivre

Après 50 ans d'existence, la reconstruction de la maternité des Lilas (93) a été actée dès 2009 par Roselyne Bachelot la ministre de la Santé de l'époque…

Cette reconstruction a été une première fois suspendue en 2011 par Claude Evin, président de l'Agence régionale de santé (ARS) qui avait dû faire marche arrière en janvier 2012, suite à une première lutte du personnel et des usagers. Le 3 juin dernier, nouveau coup de théâtre : la reconstruction est brutalement abandonnée pour des prétendues raisons budgétaires, malgré la parole donnée par Hollande, alors candidat. Une solution « alternative » est proposée par l'ARS : intégrer des locaux désaffectés de l'hôpital de Montreuil…

Reprise de la lutte

Dès cette annonce le collectif de défense s'est immédiatement réactivé, en multipliant les actions : campement devant l'ARS, « accouchements » happening… obtenant ainsi un moratoire de trois mois pour étudier le projet alternatif de l'ARS, rejeté par le personnel et les usagers de la maternité.

Dans le département du 93 où les naissances ont augmenté de presque 13 % en 10 ans, où le taux de mortalité infantile est largement supérieur au taux national, le gouvernement trahit la dernière maternité de type I qui subsiste et veut du même coup fermer un centre IVG. Depuis sa fondation, la maternité des Lilas porte des valeurs : le respect des choix individuels des femmes. À l'opposé de la *« standardisation de la naissance »* dans des « pôles » hospitaliers suréquipés et sur-sécurisés, où les femmes ne sont plus maîtresses de leur maternité et encore moins de leur accouchement. La maternité des Lilas doit donc vivre. Le collectif de soutien appelle à une manifestation le samedi 21 septembre (11h, départ de la mairie). Soyons le plus nombreux et nombreuses possible pour faire définitivement reculer ce gouvernement et l'ARS.

Sandra Demarcq

LES NÔTRES

Jacques Richaud

Infinie tristesse… Notre camarade Jacques Richaud est décédé d'une crise cardiaque lundi 9 septembre, à l'âge de 67 ans.

Il avait l'anti-impérialisme chevillé au cœur. Rien d'abstrait, une expérience vécue. En décembre 1972, jeune chirurgien antimilitariste, affecté à sa demande comme coopérant sanitaire à l'hôpital de Phnom Penh, il vit ses collègues cambodgiens devenir livides à l'écoute de radio Pékin qui venait de diffuser la déclaration du chef d'état-major de l'armée impérialiste US, William Westmoreland, menaçant de « ramener l'Indochine à l'âge de pierre »…

Anti-impérialiste de raison autant que de cœur, Jacques Richaud n'a jamais transigé. Contre toutes les guerres impérialistes… pour le droit au retour du peuple palestinien spolié par l'impérialisme et le sionisme, il opposait son communisme internationaliste.

Compagnon de route de la LCR depuis la fin des années 1960, à Marseille, où il fit ses études de médecine, puis à Toulouse, praticien hospitalier du CHU Purpan, Jacques était un partisan de la « roche communiste », selon l'expression de Daniel Bensaïd à l'époque, sur laquelle tous les courants communistes devait se réunifier pour construire un parti commun, ce dont il discutait assidûment avec les marxistes du PCF d'Espace Marx ou avec d'anciens adhérents de ce parti, membres du site Le grand soir.

Jacques avait décidé de sauter le pas d'une adhésion formelle à un parti du mouvement ouvrier au lendemain de l'élection présidentielle de 2007, ayant mené campagne pour la candidature d'Olivier Besancenot. Ce fut le NPA toulousain, se partageant entre son comité Santé et son comité du Lauragais.

Mais Jacques n'a jamais renoncé à la critique. Commentant récemment le résultat électoral de Villeneuve-sur-Lot, il défendait le point de vue que la montée du FN, « qui n'est pas un parti comme les autres » doit être combattue par tous les moyens, l'action antifasciste bien sûr, mais aussi électorale, quitte à voter au deuxième tour pour n'importe quel candidat, de gauche comme de droite, pour lui faire barrage…

RéuniEs autour de ses proches, ses amis et camarades lui ont rendu hommage, au crématorium de Cornebarieu, lundi 16 septembre. Témoignages, poèmes, chansons et interventions ont été enregistrés en vidéo, que nous publierons sur le site du NPA 31.

La direction fédérale du NPA 31

Jacques en marche zapatiste dans les montagnes ariégeoises. DR

Les comités en action !

Poitiers (86) : le théâtre en fête… sur fond de vente
La presse locale avait annoncé la semaine dernière que l'affaire du théâtre mis en vente allait se terminer parce qu'un client était trouvé. En effet, il s'agirait du même client qui achète tout le centre-ville pour en faire un lieu de la bourgeoisie poitevine (hôtels et commerces de luxe) où les jeunes artistes n'ont donc plus leur place. Le coût estimé du Théâtre ? 500 000 euros. Une somme assez incroyable, surtout que la municipalité paye 180 000 euros par an au CGR pour trois salles d'arts et essais…
Mais le collectif de défense du théâtre n'abdique pas. Nous avons même organisé une grande fête pour sauver le théâtre dimanche 15 septembre. Un véritable succès ! Plusieurs centaines de personnes y ont participé et la qualité des prestations artistiques a été appréciée.
La lutte continue désormais avec en ligne de mire une grosse mobilisation pour le prochain conseil municipal du 23 septembre. Nous y ferons remonter nos exigences maintenant connues : maintien du théâtre dans le domaine public et ouverture d'une réelle concertation avec la population afin de décider de la nouvelle vie à donner à ce bâtiment.
Notre lutte devient de plus en plus emblématique, portée par plus de 6 300 signatures. Une façon de faire de la politique autrement, par les arts et la bonne humeur, tout en gardant une radicalité nécessaire et une détermination infatigable.
Photos et vidéos de la fête sur le site : www.npa86.org

DR

Hautes-Pyrénées : sauvons « le Bataillet » !
Quasiment 200 personnes, dont une dizaine de maires des villages environnants, se pressaient le vendredi 13 septembre à Montaigut, petit village des Hautes-Pyrénées. Des personnels de la DGAC (aiguilleurs du ciel) et de l'association gestionnaire (Aramis) étaient présents, ainsi que beaucoup d'habitants du canton. Des délégations du PCF et du NPA étaient également présentes, ainsi qu'un ancien député PS et la sénatrice PS. Le but de cette réunion ? Préparée par le personnel du centre de vacances de la Direction générale de l'aviation civile (DGAC) « le Bataillet », le but était d'informer et de mobiliser pour la défense de ce centre menacé de fermeture par la direction de la DGAC. Ouvert en 1981, ce centre de vacances emploie 28 personnes, saisonnières pour la plupart, dont 3 fonctionnaires d'État, occupe 40 fournisseurs locaux, et accueille environ 900 familles par an. Il a donc un impact énorme sur l'économie départementale et sa fermeture, prévue fin 2014, serait une catastrophe, d'abord pour le personnel, mais aussi pour le tissu économique local.
Les salariéEs, représentés par les délégués CGT, mais s'exprimant aussi directement, ont donc exposé cette situation, et annoncé la création d'une association de soutien (à laquelle il est possible d'adhérer en écrivant à « Le Bataillet » 65150 Montegut – Chèque de 5 euros minimum). Cette première réunion a été un immense succès qui augure bien de la suite de la mobilisation, une manifestation à Paris, devant le siège de la DGAC.
Pétition en ligne sur : http://www.usac-cgt.org/soutenir-bataillet

Le parti en campagne

CAMPAGNE FINANCIÈRE

En route pour l'€uro-million !

L'entreprise n'est pas cotée sur le CAC 40. Elle ne verse pas de dividendes à ses actionnaires. Elle est autogérée et tire son efficacité des initiatives, de l'imagination, du talent de ses membres. Il ne s'agit pas d'un loto ni d'un casino, et encore moins d'un investissement spéculatif…

Il s'agit d'une campagne où nous invitons nos camarades et amis, nos proches, nos sympathisants, toutes celles et ceux qui veulent un autre monde, non pas à parier ni à acheter des actions ou des obligations… mais à se lancer dans le seul investissement qui, en cette période de crise chronique et globalisée, présente un rendement garanti à long terme : la transformation révolutionnaire de la société !
Nous sommes convaincus que ce n'est que par l'action collective que nous pourrons imposer l'interdiction des licenciements et la répartition du travail entre toutes et tous, sans perte de salaire, et ainsi en finir avec le chômage ; garantir un salaire minimum de 1 700 euros mais aussi une revalorisation des salaires de 300 euros ; annuler la dette, créer un monopole public bancaire en socialisant les multinationales et en mettant en œuvre une planification démocratique de la production en fonction des besoins matériels, intellectuels et écologiques de la population.
Nous sommes convaincus que seule la coopération des travailleurs et des peuples permettra un enrichissement matériel et moral de toutes et tous. Pour cela notre combat n'est pas hexagonal mais internationaliste. Nous voulons en finir avec l'Europe capitaliste qui nous spolie afin de construire une Europe socialiste où le pouvoir appartiendra à la population.

DR

Un geste utile

Le NPA est un parti à construire, il se veut un instrument des travailleurs et des jeunes. Il ne bénéficie ni de sinécures au sein des institutions, de la haute administration ou des multinationales, ni de l'aide de l'État. Il ne vit que du dévouement de ses militantEs, mais aussi grâce à la sympathie de celles et ceux qui pensent qu'il est indispensable que la voix des anticapitalistes et des révolutionnaires se fasse entendre.
L'argent n'est pas le nerf essentiel de la guerre. L'essentiel, c'est la conscience, l'organisation et la lutte des classes opprimées. Il est cependant indispensable dans cette société mercantile. C'est pourquoi nous lançons une campagne financière et politique, en nous tournant vers toutes celles et ceux qui nous entourent. Cet argent, nous le demandons pour notre combat collectif en général, pour lui donner plus d'efficacité, et en particulier pour nous donner les moyens de nous présenter aux prochaines élections européennes de 2014. Nous soutenir peut être un geste d'adhésion, de soutien, de solidarité ou plus simplement encore une geste de sympathie, un geste démocratique. Mais c'est un geste utile qui comptera.
Pour plus d'informations, pour nous aider : http://npa2009.org/souscription

Photothèque Rouge/JMB

Le NPA à la fête de l'Huma

Durant les trois journées de la fête de l'Humanité, débats, rencontres et concerts ont animé le stand de notre parti. Des discussions utiles et conviviales, souvent autour d'un verre. Rendez-vous l'année prochaine !

La rentrée de la librairie La Brèche

Quelques beaux « produits culturels » à retrouver — et à commander — sur le site de La Brèche…

DVD

Free Angela de Shola Lynch

Jour 2 Fête, 2013, 20 euros.

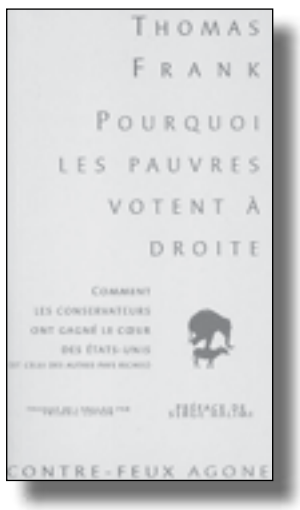
Comment une jeune femme noire, féministe, de formation libertaire, acquise à la lutte radicale des NoirEs dans une perspective marxiste révolutionnaire, a t-elle pu rejoindre le Parti communiste américain, l'un des plus alignés sur le stalinisme russe avec ce que cela comporte d'obscurantisme et de bêtise ? Malheureusement nous ne le saurons pas, car le DVD s'arrête au début des années 70. Ceci dit, ce qu'on voit est enthousiasmant et montre comment le Black Panther Party a pu incarner une autre politique et défier, y compris les armes à la main et souvent avec succès, les forces policières de ce pays.

LIVRE

Pourquoi les pauvres votent à droite de Thomas Frank

Agone, 2013, 13 euros.

« Vous votez pour supprimer l'avortement ; vous obtenez la suppression de l'impôt sur le capital… Vous votez pour la poigne de fer contre les terroristes et vous obtenez la privatisation des retraites ». Journaliste et rédacteur au *Monde diplomatique*, natif du Kansas terre ouvrière et de gauche s'il en est aux USA, l'auteur s'interroge : comment son État, traditionnellement démocrate, a-t-il pu basculer à droite ? Comment les « masses » peuvent-elles se tromper de colère et ou être à ce point manipulées ? Ce voyage chez les *red necks*, dans l'Amérique profonde, vaut vraiment le détour par sa truculence… même si nous, nous apporterions à ces interrogations une réponse un peu moins psychologisante et certainement plus politique. À l'évidence la leçon vaut pour l'Europe… et particulièrement pour la France où les populismes se portent à merveille.

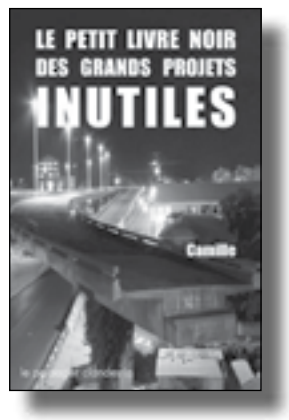


LIVRE

Le petit livre noir des grands projets inutiles de Camille

Le Passager clandestin, 2013, 7 euros.

De Notre-Dame-des-Landes, Bure, Flamanville, jusqu'à Gonesse, Gap, Creys-Malville, en passant par Lyon, Rouen, Toulouse, la Picardie ou le Morvan ; du prolongement de la Francilienne au projet Ramery des 1000 vaches ou à la tour Triangle de Delanöe… L'ouvrage détaille les enjeux d'une vingtaine de ces projets retardés, maintenus ou abandonnés, décidés sans la moindre consultation citoyenne et souvent en grande partie financés par l'argent public dans le cadre de partenariat public privé qui socialisent risques et coûts mais n'enrichissent que les Eiffage, Vinci and co. Les auteurs recensent les mobilisations et ZAD (*« pas seulement des lieux de contestation »* mais aussi *« des lieux d'apprentissage »*) et soulignent l'importance *« de penser plus globalement les territoires et de favoriser les politiques de lutte contre l'étalement urbain, de relocalisation des activités et de mise en place de circuits courts »*. Un petit livre clef pour armer les combats à venir.



LIVRE

Tunisie : la révolution et ses passés de Nicolas Dot-Pouillard

L'Harmattan, 2013, 10 euros.

Le décryptage des tendances lourdes de l'histoire tunisienne permet de comprendre les avancées et reculs de la révolution, l'auteur nous en livre trois clefs. D'abord, la permanence de comptes non soldés avec l'héritage Bourguiba, visibles dans la puissance du parti Nidaa Tounes, la montée d'une forme de *« bourguinostalgie »* et l'ambiguïté du rapport des anciens opposants (y compris dans la gauche révolutionnaire) au RCD et à Ben Ali. Puis la fracture religieuse et identitaire, *« tension originelle au nationalisme tunisien »*, puissamment réactivée par l'arrivée d'Ennahdha au pouvoir. Enfin, la fracture géographique et sociale ou l'existence, bien antérieure à Ben Ali ou Bourguiba, d'une structuration discriminante entre un littoral économiquement développé et des provinces intérieures marginalisées. Preuve que la révolution a bien eu lieu et suit son cours, ce livre est en vente à Tunis !

Roman

Premier sang de David Morrell

Collection Totem, Gallmeister, 2013, 10 euros.

Avez-vous déjà lu *Rambo* ? Oui, nous avons bien écrit *lu* et non *vu*. Parce qu'avant d'être le célèbre film, assorti de ses nombreuses suites, qui est venu incarner, à travers la figure de Sylvester Stallone, la brutalité et le cynisme de l'impérialisme étatsunien, rambo est d'abord un roman. Sans doute pensez-vous avoir autre chose à faire que de consacrer quelques heures à cet ouvrage mais ce serait une erreur.

D'abord, parce que le scénario est taillé au cordeau, le tempo est impeccable et on se laisse complètement embarquer dans cette chasse à l'homme au cours de laquelle les chasseurs se retrouvent bientôt chassés. L'ancien béret vert, protecteur des valeurs américaines, se retourne en bourreau de la petite ville de Madison. Ensuite, parce que ce roman est réellement représentatif de la façon dont la guerre du Vietnam a profondément et durablement marqué les États-Unis. Là où le récit se révèle original, c'est qu'il importe le conflit sur le sol même des États-Unis (l'auteur en explicite la genèse dans l'entretien qui est annexé à la fin de l'ouvrage sous le titre *« Rambo et moi »*).

Rambo voyage sur les routes de l'Amérique profonde, avec un look de hippie. Mais dans l'Amérique profonde, on n'aime ni les hippies ni les vagabonds. Dans chaque ville, la même scène se reproduit : le shérif intercepte Rambo et le dépose de l'autre côté en lui intimant l'ordre de ne pas revenir. Cela s'est produit des dizaines de fois, mais cette fois, Rambo refuse d'obtempérer. Cette attitude déclenche une mécanique tragique, mettant aux prises à la fois deux vétérans – le shérif est un ancien de Corée. *Premier sang*, qui évoque le duel, un duel censé prendre fin dès la première blessure, met en scène l'impossible réintégration des vétérans du Vietnam et surtout la profonde hypocrisie de cette guerre et de sa rhétorique de liberté. Pour défendre la sienne, Rambo se retrouve à endosser le rôle du combattant viêt cong terré dans les bois, face à un véritable déferlement de puissance militaire. Ce qui n'est pas la moindre des ironies de ce livre !

Henri Clément

Polar

Le Bonhomme de neige, de Jo Nesbo

Gallimard, Folio policier, 2012, 8,20 euros

Jo Nesbo est le scandinave du polar qui monte, à un tel point que son chef d'œuvre le Bonhomme de neige va être porté à l'écran par Martin Scorsese. Pas moins !

Ces nordiques sont timbrés et voient des serial killer partout. Jo Nesbo a créé l'inspecteur Harry Hole, premier norvégien à avoir traqué un serial killer. Et tous les flics, médias et malades de Norvège l'attendent au tournant… Le tueur du Bonhomme de neige est d'une perversité inouïe et ne s'en prend qu'à des jeunes mères de famille suspectées d'avoir « fauté ». Pour parvenir à la vérité, Hole va dévoiler un certain nombre d'autres cinglés, malades au sens propre comme au sens figuré, et ayant un compte à régler avec leur ego/libido. Aidé dans sa traque par une jeune policière qui flirte avec la folie, il va finir par comprendre que le tueur est rentré dans sa vie la plus intime et possède toujours une longueur d'avance.

Vous avez eu chaud pendant l'été ? Pas de problème, ce roman va vous procurer des frissons dont vous vous seriez peut-être passé.

Sylvain Chardon

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE

librairie
la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris / www.la-breche.com
Tél. : 01 49 28 52 44 / Fax : 01 49 28 52 43

Cinéma

Gold

DE THOMAS ARSLAN

Avec Nina Hoss et Marko Mandic
Sorti le mercredi 24 juillet

Un western allemand… Point de vue intéressant et très documenté qu'apporte ce film : un groupe d'immigrés allemands tente de rejoindre les mines du Klondike lors de la ruée vers l'or en 1898, en passant par un itinéraire inexploré. Au centre de ce groupe, une femme, Émilie, interprétée par Nina Hoss, la Barbara du film, belle, solitaire, énigmatique, au milieu de personnalités conflictuelles. On s'attend à ce que le groupe explose sous l'effet de cette femme, mais curieusement il ne se passe pas grand-chose de ce côté-là. C'est de l'extérieur que viennent les problèmes, de la nature qui progressivement « mange » littéralement le groupe. Elle, elle passe au travers, trop facilement pourront penser certains, dans le monde violent et sauvage des chercheurs d'or, pour finir sur un plan large où tout lui appartient.

Jean-Marc Bourquin

Vu ailleurs

le Parisien *Dominique et Mohammed devaient se marier ce samedi à Jacob-Bellecombette, dans l'agglomération de Chambéry. Le parquet s'est opposé à leur union. (...) Une circulaire du ministère de la Justice, publiée fin mai après la promulgation de la loi sur le mariage pour tous, précise en effet que les ressortissants de 11 pays, dont le Maroc, ne peuvent pas épouser une personne de même sexe. Les conventions bilatérales entre la France et ces pays qui n'autorisent pas ces unions* « ont une autorité supérieure à la loi », *estime en effet le ministère. Me Besson* [avocat des deux hommes] *conteste cette lecture du droit, arguant que la convention franco-marocaine, signée en 1981,* « ne s'applique pas directement en droit interne. Cette convention dit que la France s'engage à appliquer les dispositions de la loi marocaine pour les mariages célébrés en France. Ça n'a pas de sens ! Car la loi marocaine interdit le mariage entre une musulmane et un non-musulman. Vous vous imaginez appliquer ça en France ? »
Extrait de Serge Pueyo, « Un homosexuel marocain privé de mariage », *le Parisien*, dimanche 1er septembre 2013.

l'Anticapitaliste | Libre expression

Turquie : *« quels que soient son caractère, ses limites et son contenu, la Résistance de juin a d'ores et déjà changé le climat social et politique du pays »*

Photothèque Rouge/Frank Houlgatte

Entretien. *Universitaire et syndicaliste, Mutlucan Sahan est militant de Yeni Yol, la section turque de la IVe Internationale. Présent à notre université d'été fin août, nous revenons avec lui sur la vague de mobilisation de juin autour de la place Taksim, au moment même où de nouveaux soubresauts s'en font sentir ces derniers jours en Turquie.*

Quel était le climat social et politique en Turquie avant les mobilisations de juin ?
Depuis le coup d'État de 1980, à l'exception du mouvement kurde, l'opposition sociale était très faible, et la Turquie était véritablement, en particulier depuis l'arrivée du gouvernement AKP, un paradis néolibéral. La Résistance de juin a donc été une explosion de colère un peu inattendue. Cette colère visait particulièrement le gouvernement AKP qui mène une politique de plus en plus agressive et autoritaire. Le Premier ministre Tayyip Erdoğan croyait avoir le droit de décider seul pour tout ce qui se passe dans le pays.
L'AKP est un parti néolibéral, dont la locomotive est le secteur de la construction. Cela explique que les événements aient démarré en raison d'un simple parc, un espace public sacrifié pour mettre à la place un centre commercial. De plus, l'AKP est extrêmement autoritaire et a construit un État véritablement policier. L'AKP est aussi un parti bien marqué par une certaine vision de l'islam, un parti conservateur dont les mesures visent à interférer dans la vie quotidienne des gens (position sur l'avortement, modèle de trois enfants par famille, limite de la consommation d'alcool...), ce qui crée une certaine inquiétude dans la classe moyenne laïque, chez les femmes, les jeunes et les LGBT. Le dernier point porte sur la politique étrangère de l'AKP qui est néo-ottomaniste, voulant rendre à la Turquie un pouvoir impérialiste régional. Avant juin, il y avait eu des explosions à la frontière syrienne qui ont causé la mort de plusieurs personnes, et cela avait créé une très forte réaction dans le pays.
Il est sûr et certain que ce qui s'est produit en juin est une dynamique complexe, mais je crois que c'est bien la colère contre ces différents aspects de la politique d'Erdoğan et de l'AKP qui est à l'origine de la formidable mobilisation.

Comment se conduit aujourd'hui le pouvoir de l'AKP ?
Même s'il a dû reculer sur certains points, l'AKP a tout de même choisi d'augmenter la tension sociale en accentuant sa politique. Quand il y a eu les émeutes, la première réaction du Premier ministre fut de dénoncer les manifestants comme pillards. En réaction au mouvement, il a même essayé de mettre dans la rue les 50 % qui avaient voté pour lui, mais il n'a heureusement pas réussi. La violence de la police a été un accélérateur de la mobilisation, mais cette violence n'a malgré tout jamais cessé... Aujourd'hui on comprend que cela était un choix stratégique : l'AKP a décidé de consolider sa base en réprimant les couches sociales qu'il considère ne plus pouvoir convaincre. Ce positionnement politique reste toujours d'actualité.

> On a vu à quel point les masses pouvaient être créatives pour s'organiser, dans un processus où l'histoire s'est véritablement accélérée

Quelle place ont joué les organisations de la gauche radicale, dont celle à laquelle tu appartiens, dans la mobilisation de Taksim ?
Une grande majorité de la gauche radicale a participé au mouvement sans hésitation, dès le début.
Il faut dire que, contrairement à celles et ceux qui n'avaient pas eu à faire face à la violence policière, les socialistes en avaient déjà une certaine expérience... ainsi que, c'est assez surprenant, les groupes de supporteurs de foot. De plus, il faut ajouter que Taksim Dayanışması (« Solidarité de Taksim »), l'organisation la plus légitime du mouvement, est une sorte de réseau où sont majoritairement présents différents représentants de la gauche radicale.
Ceci dit, la gauche radicale n'était pas du tout préparée aux événements de juin. Il n'y avait ni programme politique pour unifier les gens mobilisés, ni perspective ou horizon à donner au mouvement. Dans ce cadre, on peut donc dire que la gauche radicale était une composante e du mouvement mais qu'elle a échoué à l'orienter.
En ce qui concerne notre petit groupe, touTEs nos camarades étaient bien présentEs dans le mouvement, mais dans le feu des événements, nous avons eu bien du mal à nous coordonner. En raison de nos limites organisationnelles, notre présence dans la résistance de juin était plus en tant qu'individus qu'en tant qu'organisation.

Quelles sont pour toi les suites possibles à une lutte aussi importante ? Quelles perspectives politiques cela ouvre-t-il ?
Quels que soient son caractère, ses limites et son contenu, la « résistance de juin » a d'ores et déjà changé le climat social et politique du pays. Des couches sociales qui n'avaient aucune expérience de cette sorte, sont sorties dans les rues, des masses non négligeables se sont radicalisées et nous, les « usual suspects », on a vu à quel point les masses pouvaient être créatives pour s'organiser, dans un processus où l'histoire s'est véritablement accéléré. De même, les masses ont vu que la révolution dont elles n'ont senti que la brise, n'est pas seulement possible, mais peut aussi être festive pour les oppriméEs. Du coup, nous avons droit à avoir un peu plus d'espoir, de confiance et à être un peu plus ambitieux. Mais nous avons également besoin du pessimisme de la raison.
Pour l'avenir, le processus reste ouvert. La construction d'une véritable alternative politique, pouvant être prise au sérieux par les masses qui se sont retrouvées dans cette lutte, reste notre devoir politique le plus important.

Au moment où nous faisons cette interview, de nouvelles manifestations ont lieu en Turquie. Peux-tu nous en dire plus ?
On savait que les manifestations, qui s'étaient calmées au cours de l'été, reviendraient rapidement. La mort d'un jeune au cours de différentes manifestations qui ont eu lieu ces derniers jours, a accéléré le mouvement et on a vu revenir des images nous rappelant le mois de juin. La colère envers le gouvernement n'a pas faibli, elle s'est même accrue car le gouvernement en rajoute.
On peut donc supposer que ce genre de conflit va continuer avec des hauts et des bas. Le problème, non réglé en juin, c'est que le mouvement n'a pas développé d'orientation stratégique, de tactiques, face au pouvoir. Par conséquent, la dynamique actuelle n'est pas différente de celle de juin, et les couches sociales qui ne sont pas encore entrées en scène n'y sont toujours pas. Il est donc plutôt réaliste de dire que ce qui se passe en ce moment n'est pas véritablement une nouvelle vague, mais plutôt une réplique, réplique qui malheureusement est condamnée à perdre du poids dans la durée. Il faut aussi préciser que le gouvernement est bien plus préparé aux événements qu'il ne l'était en juin, et que lui a une stratégie bien définie. La construction d'une alternative politique reste donc la question cruciale pour canaliser cette énergie énorme. Sinon, comme l'a écrit Trotsky, il est inévitable que *« l'énergie des masses se volatilisera comme de la vapeur non enfermée dans un cylindre à piston »*...
Propos recueillis par Manu Bichindaritz

S'abonner

Par prélèvement automatique
Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire **accompagné d'un RIB** à :
NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard
☐ Hebdo *(14 euros/trimestre)*
☐ Hebdo + Mensuel *(25 euros/trimestre)*

Tarif jeunes/chômeurs/précaires
☐ Hebdo *(10 euros/trimestre)*
☐ Hebdo + Mensuel *(19 euros/trimestre)*

J'autorise, par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvements trimestriels établis à mon nom, qui seront présentés par :

ORGANISME CRÉANCIER :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC)
2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex
Numéro spécial d'émetteur : 554755

Titulaire du compte
Nom : .....
Prénom : .....
Adresse : .....
.....
Code postal : .....
Ville : .....
Mail : .....

Désignation du compte à débiter
CODE ÉTABLISSEMENT | CODE GUICHET
Date : .....
Signature :

Établissement teneur du compte
Banque : .....
Adresse : .....
.....
Code postal : .....
Ville : .....

Par chèque, à l'ordre de : NSPAC
2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard

Hebdo	☐ 6 mois *28 euros*	☐ 1 an *56 euros*
Mensuel	☐ 6 mois *22 euros*	☐ 1 an *44 euros*
Hebdo + Mensuel	☐ 6 mois *50 euros*	☐ 6 mois *100 euros*

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

Hebdo	☐ 6 mois *20 euros*	☐ 1 an *40 euros*
Hebdo + Mensuel	☐ 6 mois *38 euros*	☐ 1 an *76 euros*

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31
ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org